

Perspectives

N°21/028 – 2 février 2021

RUSSIE – Attention à la guerre de position

Les manifestations en Russie doivent être prises au sérieux par quiconque travaille sur ce pays et être analysées objectivement, ce qui n'est jamais facile pour un sujet aussi clivant politiquement qu'est la Russie, et aussi central géopolitiquement.

Ne pas oublier les premières étincelles de printemps slaves...

D'abord, il faut rappeler que le mécontentement politique en Russie ne date pas d'hier, même si les taux de popularité de V. Poutine ont toujours été élevés (65% d'opinions favorables en novembre 2020 selon le *Levada Center*) : déjà, en 2012, l'ampleur des manifestations avaient surpris la plupart des observateurs qui pensaient que l'hiver russe allait les éteindre. On parlait alors avec la plus grande prudence d'une hypothèse de « printemps slave », car, malgré une évidente contagion des thèmes politiques venus d'Afrique du Nord, le faible taux de chômage et la structure démographique vieillissante de la Russie ne présentaient aucune similarité avec les pays concernés par les Printemps arabes.

Pourtant, ces manifestations allaient bel et bien montrer la puissance de certains facteurs politiques, en Russie comme ailleurs, encore à l'œuvre aujourd'hui. Notamment, cette question cruciale de la perception des inégalités (ce que l'on appelle les inégalités visibles) et de la corruption, source de colère au sein des populations les plus fragiles socialement, mais aussi parmi cette nouvelle catégorie de la classe moyenne urbaine, les « *frustrated achievers*¹ ».

Aujourd'hui, même si la situation a évolué – car les autorités ont parfaitement compris le danger politique que représente la corruption –, ce problème de la perception de la corruption reste réel, la Russie étant toujours la plus mal classée des BRICs dans les indicateurs de la Banque mondiale. Et comme partout, la colère trace d'autant plus facilement sa route, que ce pays est très digitalisé (72,6% des Russes utilisent Internet quotidiennement et la Covid aurait encore accéléré le processus), et que l'opposition politique actuelle sait parfaitement utiliser les réseaux sociaux. En témoignent les dizaines de millions de personnes qui ont vu la vidéo postée par les équipes de Navalny.

Enfin, notons que dès cette époque, le pouvoir russe avait réagi comme il le fait aujourd'hui, à la fois avec des arrestations, mais aussi avec une évolution de la législation qui limite les libertés individuelles – et qui imposait déjà aux organisations financées par l'étranger de se déclarer comme « agent de l'étranger », législation qui vient d'être renforcée dans le cadre de l'imposant train de lois passées fin 2020.

Et depuis ?

Entre 2013 et aujourd'hui, la contestation populaire russe a eu des hauts et des bas, mais ne s'est jamais éteinte, ravivée entre autres par une réforme des retraites qui a élargi le cercle des mécontents aux électeurs traditionnels de V. Poutine ; ainsi que par les tentatives du pouvoir pour écarter certains candidats des élections, surtout municipales ou parlementaires. Les manifestations n'ont donc pas totalement stoppé et elles se sont même élargies, géographiquement et sociologiquement. D'autant que d'autres thèmes sont apparus, qui ont porté le mécontentement. La question écologique par exemple, notamment dans l'Extrême-Orient, avec des manifestations qui pointent une conscience écologique politique qui commence à s'affirmer : en janvier 2020, 48% des Russes considéraient l'écologie comme la pire menace pour

¹ *Frustrated Achievers: Winners, Losers, and Subjective Well-Being in New Market Economies*, C. Graham, S. Pettinato, 2002

l'humanité, ce thème passant pour la première fois devant le terrorisme (42%) ou les guerres (37%). Enfin, pendant la crise sanitaire, Khabarovsk a été le théâtre d'une contestation forte et suivie, qui interroge sur la solidité du modèle fédéral.

Aujourd'hui, les manifestations prennent donc d'autant plus d'importance qu'elles cristallisent des mécontentements accumulés et qu'elles mobilisent une génération qui a en souvenir d'autres événements. Quant aux perspectives économiques, elles sont déprimantes : même si la croissance russe a plutôt bien résisté à la Covid jusqu'à présent, la croissance potentielle à moyen terme est faible. Pour la population, cela veut dire tout simplement que la période de forte hausse des revenus, pendant les années 2000, est définitivement enterrée. La perspective d'une forme de glaciation économique va évidemment avoir des conséquences politiques.

L'aspect générationnel risque donc d'être important dans les mois qui viennent : le pouvoir russe a en face de lui une génération d'opposants « matures », bien formés, bien connectés avec leurs supports occidentaux et capables de savoir comment mobiliser les opinions publiques en interne, comme en externe.

L'ambiance « fin de règne »...

Enfin, ces manifestations ont lieu dans une période politique et géopolitique bien particulière. Du côté politique, il faut bien dire que la Russie vit dans une ambiance de « fin de règne », avec une interrogation qui court depuis quelques années déjà sur la succession de V. Poutine. Interrogation que l'adoption de la nouvelle Constitution n'a pas stoppée, ni dans la population ni au sein des investisseurs. Sans doute parce qu'il ne s'agit pas seulement de savoir à quelle date le président se retirera, mais plutôt si la forte verticale du pouvoir de ce pays résistera à une telle succession. L'absence de successeur visible, crédible ou désigné, entretient donc une forme d'inquiétude latente quant à la stabilité à moyen terme de la Russie. Ce n'est pas sans impact sur les études de risques.

Géopolitique : vers la corde raide

En ce qui concerne la géopolitique, la période est également dangereuse. D'abord, bien sûr, l'arrivée de J. Biden et de A. Blinken modifie complètement la donne pour la Russie. C'est même sur le dossier russe que le changement d'administration américaine va se traduire par l'un des plus nets virages de stratégie, bien plus qu'avec la Chine. De fait, les déclarations d'Antony Blinken devant le Sénat ont dû en faire s'étrangler plus d'un au Kremlin, notamment à propos de l'Ukraine, mais aussi avec cette évocation d'une Géorgie dans l'Otan. En disant cela, Antony Blinken sait parfaitement qu'il touche à ce que Moscou considère comme son étranger proche et donc éminemment stratégique. Mais au fond, il n'y a là qu'une rhétorique américaine extrêmement classique depuis Z. Brzezinski². Quant au pas de deux américain auprès des Arméniens, il a dû aussi irriter les Russes.... Et surtout, pour Washington, le dossier russe sera un bon moyen de re-fédérer les alliances européennes sur le thème des Droits de l'Homme. D'autant que la succession d'A. Merkel risque également de se traduire par une position plus dure de l'Allemagne vis-à-vis de Moscou.

Bref, la Russie, déjà sous sanctions, va sans doute subir une pression encore plus forte (reste à voir la position de l'Europe...), et les Russes, épuisés par des années de crises géopolitiques, et à présent par la Covid, ne seront sans doute plus aussi enthousiastes à l'idée de se réunir sous le drapeau pour lutter contre les coups de boutoirs extérieurs. Plus clairement : la fibre nationaliste, très puissante dans ce pays, n'est plus un outil aussi efficace de politique intérieure pour fédérer la population, comme cela a été le cas au moment de la crise ukrainienne.

Enfin, dernier point : le pourtour russe est affaibli politiquement, traversé par de multiples crises. Ukraine et Bélarus bien sûr, mais aussi Kirghizstan ou Caucase avec la guerre azéro-arménienne. La sensation d'un affaiblissement du « centre » est donc là, couplée à la question de la succession, qui travaille politiquement toute une zone que Moscou ne semble plus être en mesure de contrôler.

² Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde

Et ensuite ?

L'affaire Navalny éclate donc dans une période aussi dangereuse politiquement que géopolitiquement et le Kremlin, qui a réagi avec beaucoup de violence, en est certainement conscient. Le pouvoir, qui est inquiet, a fait passer moult lois pour restreindre le champ des libertés individuelles à la fin 2020. Non seulement la liberté de manifester, mais aussi celle de s'exprimer (avec un contrôle accru des réseaux sociaux, mais aussi des journalistes) ou de faire des enquêtes (l'immunité des juges et des membres des forces de l'ordre a été renforcée). Le pouvoir se crispe et la législation ouvre un passage plus large à l'arbitraire d'État.

✓ Notre opinion – Pour les analystes de risques pays, la question est importante : assistons-nous à une forme de dérapage de la trajectoire politique russe ? C'est bien possible, avec un scénario de guerre de position qui est en train de se mettre en place du côté des manifestants face à un pouvoir coincé dans une position de plus en plus rigide. C'est là une mécanique bien dangereuse pour le Kremlin, car la société civile russe est vivace et les opposants sont jeunes. Beaucoup de journalistes se mobilisent, de façon formelle ou non, et ils vont être difficiles à contrôler. Dans un monde fracassé par la Covid, la Russie des années 2020 ne sera pas celle des années 2010.

Article publié le 29 janvier 2021 dans notre hebdomadaire Monde – L'actualité de la semaine – Actualisé le 1^{er} février 2021

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

| Date | Titre | Thème |
|------------|--|-----------------|
| 01/02/2021 | <u>Italie - Une semaine de consultations qui rebat les cartes</u> | Italie |
| 29/01/2021 | <u>Monde – L'actualité de la semaine</u> | Monde |
| 27/01/2021 | <u>Colombie – L'investissement grade sous pressions (tempérées)</u> | Amérique latine |
| 26/01/2021 | <u>Chine – Apprendre à prévoir hors du cadre</u> | Asie |
| 25/01/2021 | <u>États-Unis – Investiture de J. Biden, moment d'histoire ou bavardage ?</u> | Etats-Unis |
| 22/01/2022 | <u>Monde – L'actualité de la semaine</u> | Monde |
| 20/01/2021 | <u>Zone euro – Conjoncture flash : la situation du secteur privé non financier au T3 2020</u> | UE |
| 20/01/2021 | <u>Les insectes : une protéine qui fait mouche</u> | Agri-agro |
| 19/01/2021 | <u>Mexique – Au-delà des chiffres "purs", la gouvernance</u> | Amérique latine |
| 18/01/2021 | <u>Italie – Conjoncture Flash : comptes des secteurs institutionnels au troisième trimestre</u> | Italie |
| 18/01/2021 | <u>Allemagne – L'élection du nouveau chef du parti conservateur confirme le choix de la continuité</u> | Allemagne |

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.